

# Il y a 80 ans étaient signés les accords de Munich



Cette année, les Tchèques se souviennent de certains événements historiques qui se sont déroulés il y a plusieurs décennies.

En février, cela faisait 70 ans depuis le coup d'État communiste par lequel furent liquidés les derniers restes des institutions démocratiques et le pays soumis à une dictature totalitaire pour plus de 41 ans.

En août, cela faisait 50 ans depuis l'invasion soviétique qui a mis fin à une brève tentative de libéralisation appelée alors « le printemps de Prague ».

Le 28 octobre, on célébrera le centenaire de la création de la Tchécoslovaquie indépendante.

Mais avant, le 30 septembre, cela fera exactement 80 ans depuis la signature des tristement célèbres accords de Munich. Tchèque, ayant longtemps usé et abusé de l'hospitalité française, si je me permets d'écrire sur ce sujet, ce n'est certainement pas pour vouloir culpabiliser qui que ce soit.

Historien de formation, je crois que la bonne connaissance du passé nous aide à mieux comprendre le présent et à mieux prévoir l'avenir, à ne pas refaire les erreurs de nos ancêtres.

Commençons par les erreurs commises par les Tchèques. La Tchécoslovaquie fut créée sur les ruines de la monarchie des Habsbourg à la fin de la Première Guerre mondiale. Dans une large mesure, grâce à la France. Plus particulièrement grâce à Georges Clemenceau, laïque convaincu, qui tenait à détruire l'Autriche-Hongrie qu'il considérait comme un bastion du catholicisme en Europe.

Les Habsbourg ont d'ailleurs peut-être bien mérité de perdre leur pouvoir. Ils avaient unifié les nations de l'Europe centrale face à la menace musulmane après la bataille de Mohács, en 1526, à la suite de laquelle le califat ottoman s'était étendu jusqu'à Budapest et à la Slovaquie du Sud. Et leur empire s'effondra après que, en contradiction complète avec leur vocation historique, ils se furent alliés, en 1914, avec ce même califat qui déclara alors officiellement le djihad aux nations de l'Entente, dont la France.

Les Français pouvaient, bien entendu, avoir encore d'autres raisons que l'anticléricalisme pour soutenir la création de la Tchécoslovaquie. Par exemple, Pierre Cot, qui était ministre de l'Air entre les deux guerres, déclara : « Nous avons besoin de cet État comme une base de laquelle nous pourrions plus facilement bombarder l'Allemagne, détruire son industrie, son économie. »

Mais revenons aux erreurs des Tchèques. Leur principale erreur fut la même que celle que commettent aujourd'hui les dirigeants des pays de l'Europe occidentale. C'était l'erreur de s'imaginer que des gens qui ne s'aiment pas, qui ne s'identifient pas les uns aux autres peuvent devenir concitoyens et, le cas échéant, défendre en commun leur État.

En 1918, les Tchèques voulaient leur État indépendant, conformément au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais ils voulaient aussi garder les frontières historiques du Royaume de saint Venceslas. Ainsi, ils ont englobé dans leur

république trois millions de personnes de langue allemande, ce qui correspondait à un quart de la population du nouvel État. Ces germanophones vivaient surtout dans les régions frontalières, mais là vivaient aussi de nombreux Tchèques. Les deux groupes ethniques étaient entremêlés, comme le sont aujourd'hui en France les Français et les immigrés musulmans. En septembre 1938, la France, qui avait un traité de défense réciproque avec la Tchécoslovaquie, a refusé d'honorer ses engagements. Les Tchèques avaient le choix, soit de se défendre seuls, soit de céder à l'Allemagne les régions frontalières, appelées les Sudètes, où les germanophones étaient majoritaires. La première des deux solutions aurait été réellement suicidaire, la grande majorité des germanophones ne cachant pas qu'ils tireraient dans le dos des Tchèques. Les Sudètes furent donc cédées au Troisième Reich. Hitler avait alors juré qu'il ne revendiquerait aucun autre territoire. Cinq mois et demi plus tard, le reste du pays fut occupé par les Allemands. Il fut déclaré « Protectorat de Bohême-Moravie ». Les institutions de ce protectorat furent inspirées par celles du protectorat que la France exerçait alors sur la Tunisie.

Les Tchèques ont vécu leur sort avec beaucoup d'amertume. Un poète tchèque a alors écrit :

Elle sonne, elle sonne, la cloche de la trahison.

Les mains de qui l'ont mise en branle ?

La France douce, la fière Angleterre.

Et nous les avons aimées !

Le sentimentalisme slave, dira-t-on. Ou l'immaturité d'un peuple qui a longtemps été privé de souveraineté et qui, lorsqu'il y a enfin accédé, se conduisait comme un enfant qui veut se faire adopter par des grandes personnes. Et qui pense naïvement que s'il les aime, ils vont l'aimer aussi.

Le monde fonctionne suivant d'autres règles. Rappelons d'abord les paroles du général de Gaulle : « Les idéologies passent, les nations restent. » Ce n'est pas parce qu'il y a l'Union européenne que l'Allemagne n'est plus l'Allemagne et que la France n'est plus la France.

Sans vouloir pousser le bouchon trop loin, les bons sentiments de monsieur le président Emmanuel Macron pour madame la chancelière Angela Merkel rappellent un peu les relations entre le maréchal Philippe Pétain et le chancelier Adolf Hitler.

S'il y a un pays qui profite vraiment de l'Union européenne, c'est bien l'Allemagne. Les institutions européennes lui permettent de compenser sa défaite de 1945, d'accéder à de vastes marchés, à des matières premières, de contrôler, grâce à l'euro, les mécanismes financiers d'une grande partie du monde développé.

Ce texte rappelant les accords de Munich, disons qu'une conséquence de ceux-ci fut l'expulsion de la minorité allemande de la Tchécoslovaquie en 1945-1946. Récemment, Angela Merkel a condamné cette mesure qui avait pourtant été approuvée par les grandes puissances victorieuses à la conférence de Potsdam.

Bien sûr, avec leur faible natalité, les Allemands ne peuvent pas vouloir repeupler les Sudètes ni d'autres territoires perdus. Mais avec des millions d'immigrés musulmans qui vont se marier avec des Allemandes et avoir avec elles des familles nombreuses, la situation sera différente. C'est peut-être avant tout cela que cherche à obtenir madame Merkel par sa politique des portes ouvertes.

J'écris encore d'Israël. Ici, on se préoccupe beaucoup de la menace iranienne. Je peux lire ici, par exemple : « Il semble que les dirigeants de la République islamique d'Iran sont soutenus avant tout par l'Union européenne et concrètement par l'Allemagne. Le gouvernement allemand fait tout pour rendre les sanctions américaines contre l'Iran inefficaces. Il s'efforce de garantir que l'Iran reste lié au système appelé Worldwide Interbank Financial Telecommunication. La grande coalition qui gouverne l'Allemagne et les partis de l'opposition restent unis pour défendre l'Iran contre les États-Unis. »

On rappelle aussi les relations historiques entre l'Allemagne et l'Iran qui furent excellentes aussi bien à l'époque de

Guillaume II qu'à l'époque de Hitler. L'Iran s'appelait la Perse jusqu'en 1935. Alors, sur l'initiative de son ambassadeur à Berlin, elle a changé le nom en Iran, c'est-à-dire le pays des Aryens.

Rappelons aussi que la révolution islamique de 1978-1979 fut largement soutenue par l'Allemagne de l'Est qui menait une politique souvent plus active et plus agressive que l'U.R.S.S. Madame Merkel était alors une citoyenne fidèle de la RDA. Ajoutons que l'ensemble des partis d'extrême gauche au Parlement européen est aujourd'hui dirigé par Gregor Gysi dont le père fut ministre en RDA.

En guise de conclusion, je dirai que l'Histoire de la Première république tchécoslovaque, qui a duré de 1918 à 1938, montre avant tout qu'un ennemi qui se trouve au-delà des frontières est moins dangereux que celui que nous avons chez nous.

Quand la guerre civile en France entre les envahisseurs musulmans, soutenus par des collaborateurs, et les Français fidèles se terminera par la victoire de ces derniers, il va falloir organiser l'expulsion des musulmans sur le modèle de l'expulsion des Allemands de la Tchécoslovaquie après la Seconde Guerre mondiale.

**Dr Martin JANECEK**